



Marché public de fournitures courantes et de services

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

N°ASN/DIN-004- 2020

**RELATIF A L'IMPRESSION, LE FAÇONNAGE, LE
CONDITIONNEMENT, LE ROUTAGE ET LA LIVRAISON DES
PUBLICATIONS A DESTINATION DES PUBLICS PROFESSIONNELS DE
L'AUTORITE DE SURETE NUCLEAIRE (ASN)**

Le présent cahier des clauses administratives particulières est composé de 15 pages

Table des matières

1	OBJET, PROCEDURE ET FORME DU MARCHE PUBLIC.....	3
2	ALLOTISSEMENT.....	3
3	VARIANTES ET OPTIONS	3
4	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	3
5	DUREE DU MARCHE PUBLIC.....	3
6	MODALITES D'EXECUTION.....	4
7	OBLIGATION DU TITULAIRE.....	5
8	CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	6
9	CONTROLES DES PRESTATIONS.....	7
10	MONTANT ET PRIX.....	7
11	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS RELEVANT DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	8
12	DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	9
13	AVANCES	9
14	FACTURES	10
15	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES ET SIMILAIRES	11
16	RETENUE DE GARANTIE	11
17	ASSURANCES.....	11
18	SOUS-TRAITANCE.....	11
19	APPLICATION DE L'ARTICLE D8222-5 DU CODE DU TRAVAIL.....	11
20	REEXAMEN.....	12
21	RESILIATION	12
22	CHANGEMENT DE SITUATION AU REGARD DES INTERDICTIONS DE SOUMISSIONNER.....	12
23	MANQUEMENT CONSTATE LA CJUE.....	13
24	INTERRUPTION DE VERSEMENT, REVERSEMENT, RESILIATION.....	13
25	GREVES ET ARRETS DE TRAVAIL.....	13
26	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	14
27	DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DE LA PERSONNE PUBLIQUE	14
28	STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE	14
29	FORCE MAJEURE.....	14
30	AVENANTS	15
31	PRISE EN COMPTE PAR LE TITULAIRE DES PREOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES	15
32	NANTISSEMENT.....	15
33	JURIDICTION COMPETENTE	15
34	DEROGATIONS AU CCAG.....	15

1 Objet, procédure et forme du marché public

1.1 Objet du marché

Le présent marché à bons de commande a pour objet une prestation d'impression offset ou numérique de documents à destination du public professionnel, intégrant leur façonnage, conditionnement, routage et livraison.

1.2 Procédure

Le présent marché dans le cadre d'une procédure adaptée (MAPA) en application de l'article L.2123-1, des articles R-2123-1 R-2123-7 du code de la commande publique (CCP).

En application des dispositions de l'article R 2122- du CCP, des marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché pourront être passées avec le titulaire sans publicité et sans mise en concurrence.

1.3 Forme du marché public

Le présent marché public est un accord-cadre composé de prestations à bons de commande, en application des articles R.2112-6, R.2162-1 à R.2162.-6 et R.2162.13 et R2162-14 du CCP.

2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

3 Variantes et options

Les variantes et options ne sont pas admises.

4 Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et services (ci-après dénommé CCAG-FCS le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, ses annexes dont l'offre financière, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ASN fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ASN/DIN-004-2020 dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ASN fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ASN/DIN/004-2020 et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ASN fait seul foi et son annexe relative au traitement des données personnelles (RGPD) ;
- Le CCAG-FCS, approuvé par arrêté du 19 janvier 2009. Ce document n'est pas remis au titulaire qui est réputé en avoir pris connaissance par ses propres moyens.
- L'offre technique du titulaire et ses annexes qui précisent et complètent les documents précédents sans les contredire, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ASN fait seul foi.

5 Durée du marché public

Le marché est conclu pour une durée ferme d'un(1) an à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit par décision tacite du pouvoir adjudicateur pour trois(3) périodes complémentaires d'une (1) année.

La non reconduction du marché fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur notifiée au(x) titulaire(s) deux (2) mois avant la date anniversaire de la prise d'effet du marché.

La décision de non reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du titulaire.
Le(s) titulaire(s) est (sont tenu(s) d'assurer l'ensemble des prestations prévues au marché pour la période allant de la notification de la décision de non-reconduction à la date d'effet de celle-ci.

6 Modalités d'exécution

6.1 Lieu d'exécution

Les prestations attendues au titre du présent marché public sont exécutées telles que précisées à l'article 3 du CCTP.

6.2 Prestations attendues

Les spécifications techniques des prestations sont décrites dans le CCTP.

6.3 Suivi des prestations

Les parties s'engagent à désigner des correspondants pour la bonne exécution du marché public, dès sa notification.

Correspondant désigné par le titulaire

Pour la durée du marché public, le titulaire désigne un correspondant privilégié, qui sera l'interlocuteur de l'ASN et qui sera responsable des engagements contractuels de sa société.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG-FCS, les coordonnées précises du correspondant privilégié sont indiquées dans l'annexe à l'acte d'engagement afférente. En cas de modification, de quelque nature que de soit et relatives au correspondant, le titulaire s'engage à en informer, sans délai, l'acheteur.

Correspondant désigné par l'ASN

A la notification du marché public, l'ASN désigne un correspondant, responsable du suivi de l'exécution du présent marché public. Il est l'interlocuteur du titulaire. Il répond à toute question d'ordre technique et organisationnel et sert d'intermédiaire pour tout point d'ordre administratif et juridique qui pourrait se poser au cours de l'exécution du marché. Par dérogation aux dispositions de l'article 3.3 du CCAG-FCS, ledit correspondant n'est pas habilité à prendre les décisions engageant le pouvoir adjudicateur.

Forme des notifications et communications

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS sont applicables, pour donner date certaine ou point de départ d'un délai. En outre, toute demande ou communication échangée par téléphone doit faire l'objet d'une confirmation par écrit (messagerie électronique).

6.4 Exécution des prestations sur bon de commande

En application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, les bons de commande écrits sont adressés par courriel au titulaire au fur et à mesure des besoins. Ils comportent :

- le nom et la raison sociale du titulaire ;
- la référence au numéro du marché ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le prix unitaire ;
- le prix total (€ H.T et T.T.C) ;
- les délais d'exécution, conformément aux dispositions du CCTP ;
- le montant estimatif de la commande.

7 Obligation du titulaire

7.1 Obligation à caractère administratif

En cas de modifications importantes du fonctionnement de la société, le titulaire notifie immédiatement à l'acheteur toute modification survenant après la notification du marché et pendant toute sa durée de validité, relative :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- Aux numéros d'appel, de courriel du service d'assistance technique ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A sa nationalité ;
- A son domicile ou siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- A la domiciliation des paiements.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues pour la résiliation.

Le titulaire devra respecter les dispositions réglementaires et légales françaises en matière de droit du travail et les conventions collectives qui seraient obligatoires, l'acheteur n'étant, à cet égard, en aucun cas responsable des éventuels manquements du titulaire.

Pendant toute la durée du marché, les personnels du titulaire resteront sous l'entière autorité hiérarchique de celui-ci. En aucun cas, ils ne pourront être assimilés à des salariés de l'acheteur.

Les personnels du titulaire remplissent leurs missions sous les seuls contrôles, direction et responsabilité du titulaire.

7.2 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Il doit, en permanence, adapter les moyens mis en œuvre pour respecter cette obligation.

Le titulaire s'engage à honorer les prestations du présent marché public en toutes circonstances, sauf cas de force majeure.

7.3 Devoir de conseil et de mise en garde

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, notamment d'information et de recommandations vis-à-vis de l'acheteur, ainsi qu'à une obligation de mise en garde, notamment d'alerte. Cette obligation s'applique pendant toute la durée du marché public.

Le titulaire doit informer l'acheteur par écrit de toutes difficultés rencontrées ou dont il aurait connaissance au fur et à mesure de l'exécution du marché public.

Par tout moyen écrit, le titulaire informe sans délai l'acheteur de toutes nouveautés technologiques ou de la disponibilité de tout nouveau produit, ayant un rapport avec le présent marché public, plus adapté à ses besoins, et qui surviendrait en cours d'exécution du marché public.

7.4 Signalement des anomalies relevées

Le titulaire a l'obligation de signaler immédiatement à l'acheteur, par tout moyen assurant une traçabilité, les anomalies constatées ou provoquées par la réalisation de prestations objet du marché public.

Le titulaire doit remédier sans délai aux anomalies relevant de sa responsabilité et aux détériorations qu'il aurait provoqué. En tout état de cause, il garantit l'acheteur contre tout recours et de toutes condamnations à ce titre.

7.5 Qualification et formation du personnel

Le titulaire a l'obligation de disposer de personnel en nombre suffisant et possédant les qualifications indispensables pour assurer la parfaite exécution du marché public dans tous les cas de figure.

En cas d'absence ou de départ d'un personnel affecté au marché public, le titulaire doit impérativement le remplacer par un personnel dont la qualification et les compétences sont, a minima, équivalents à celles de l'ancien personnel.

En cas de défaillance des compétences du personnel du titulaire, celui-ci s'expose à la résiliation à ses frais et risques.

7.6 Garantie

Garantie de continuité des prestations et garantie de compétence

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir le risque humain et assurer la continuité des prestations dans les mêmes conditions de qualité, de délais et de prix.

Garantie de jouissance paisible-garantie d'éviction

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des programmes fournis ou utilisés au titre du présent marché public.

Si l'acheteur venait à être inquiété de ce chef, il en aviserait le titulaire. Celui-ci devra prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser tout trouble dans la jouissance et prendra seul à ses frais toute mesure de défense nécessaire.

En outre, le titulaire devra payer les éventuels dommages, intérêts et frais de dépenses auxquels l'acheteur serait condamné de ce chef par une décision de justice ayant autorité de chose jugée.

7.7 Déclaration du titulaire

Dans le cadre de la fourniture d'un service en mode SaaS, le Titulaire déclare :

- s'engager à délivrer des Services conformes aux stipulations du Marché. Notamment, en sa qualité de professionnel, le Titulaire s'engage à délivrer une Plateforme conforme à sa documentation technique et fonctionnelle et aux besoins exprimés par le Pouvoir Adjudicateur dans les pièces contractuelles du Marché,
- avoir pris connaissance des besoins exprimés par le Pouvoir Adjudicateur et déclarer que les fonctionnalités de l'Application web sont en adéquation avec les besoins exprimés,
- offrir toutes les garanties et notamment mettre en œuvre des solutions techniques et organisationnelles conformes à l'état de l'art assurant la protection des données, notamment au regard des dispositions légales et réglementaires en vigueur, tant sur le plan européen que national, en matière de protection des données à caractère personnel et notamment des exigences posées par le règlement européen n° 2016/679 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD »),
- mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de garantir le bon fonctionnement du service et empêcher toute intrusion non autorisée aux données et garantir leur intégrité,
- mettre en œuvre toutes les mesures requises afin de restreindre l'accès au service aux seules personnes autorisées ou habilitées par le Pouvoir Adjudicateur,
- disposer d'un plan de secours informatique et/ou d'un plan de continuité d'activité permettant de sauvegarder dans des lieux différents les données du Pouvoir Adjudicateur,
- prendre toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident.

8 Confidentialité et secret professionnel

Chaque partie s'engage à conserver secrets et à ne pas divulguer les informations et documents de quelque nature que ce soit, relatifs au fonctionnement de l'autre partie, qu'elle aurait pu recueillir, obtenir ou dont elle aurait pu avoir connaissance au cours de l'exécution du présent marché public.

Chaque partie se porte garante du respect par ses personnels ou par les tiers travaillant pour son compte du présent engagement de secret.

Cet engagement ne concerne pas les informations et documents que chaque partie aurait pu recueillir, obtenir ou connaître en dehors du cadre du marché public et qui auraient été portés à la connaissance du public sans aucune intervention de la partie concernée recueillant l'information.

Le non-respect de ses engagements par le titulaire expose celui-ci à d'éventuelles condamnations pénales

9 Contrôles des prestations

Le suivi technique des prestations et l'appréciation de leur exécution sont assurés par la direction de l'information, de la communication et des usages numériques (DIN) de l'ASN. L'ASN se réserve le droit de faire suivre et vérifier, sur pièces et sur place, par ses représentants dûment habilités à en connaître et tenus au secret professionnel, les travaux et dépenses effectués au titre du présent contrat.

Les opérations de vérification, qui ont pour finalité de s'assurer que le titulaire a réalisé l'intégralité des prestations conformément aux dispositions contractuelles, dérogent entièrement aux articles 23 à 27 du CCAG/FCS et consistent, pour le pouvoir adjudicateur, à contrôler la bonne exécution, au cours de leur réalisation, des interventions assurées par le titulaire.

10 Montant et prix

10.1 Montant

Le présent marché est composé de prestations relevant d'un accord-cadre à bons de commande.

Le marché est sans minimum ni maximum pour la partie relevant de l'accord cadre à bons de commande.

Le montant de chaque bon de commande émis par l'ASN est déterminé sur la base des prix figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement ou dans le cas de prestations sur devis, dans le devis accepté par l'ASN.

Sur la base des coûts actuels, l'ASN indique à titre indicatif que la dépense annuelle afférente au marché devrait s'établir, à 12 000 € hors taxes par an.

10.2 Prix

L'unité monétaire du marché est l'euro. Les prix communiqués s'entendent hors TVA.

Hormis dans le cas des achats sur devis, les prix et leur contenu figurent dans l'annexe technique et financière à l'acte d'engagement. Ils sont réputés complets. Ils comprennent tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution des prestations objet du présent marché. Ils sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise de l'offre par le titulaire. Ils comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les éventuels frais de déplacements nécessaires à la réalisation des prestations.

Les prix sont soumis à la TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle à la date où il signe le marché. Il s'engage à fournir à la demande de la personne publique toute justification permettant de vérifier cette conformité.

Le marché est à prix révisable. Les prix initiaux établis à la date de notification du marché sont fixés pour la première année d'exercice. Ils seront révisés chaque année, un mois avant la date anniversaire de notification du marché à la demande du titulaire.

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :

(S) (Pap)

$$P = P0 [0,25 ((S)/(S0)) + 0,75 ((Pap)/(Pap0))]$$

(S0) (Pap0)

dans laquelle :

P = prix révisé

P0 = prix de base aux conditions économiques du mois de remise des offres par le titulaire

S = valeur du dernier indice des taux de salaire horaire des ouvriers de l'imprimerie, de la presse et de l'édition – NAF Rév 2 ; niveau A38 CC – Base 100 ;

S0 = valeur de l'indice du taux de salaire horaire des ouvriers de l'imprimerie, de la presse et de l'édition – NAF r2V2, niveau A38 CC – Base 100 à la date de remise des offres par le titulaire en ce qui concerne la révision intervenant à la fin de la première année du marché et à la date de la précédente révision en ce qui concerne les révisions ultérieures.

Pap = valeur du dernier indice des prix de production de l'industrie française – Prix de marché

– CPF 17.12 – Papier journal, papier à la main, autres papiers, cartons à usage graph. Ni couchés ni enduits – Base 2010

Pap0 = valeur de l'indice des prix de production de l'industrie française – Prix de marché

– CPF 17.12 – Papier journal, papier à la main, autres papiers, cartons à usage graph. Ni couchés ni enduits – Base 2010 à la date de remise des offres par le titulaire en ce qui concerne la révision intervenant à la fin de la première année du marché et à la date de la précédente révision en ce qui concerne les révisions ultérieures.

Les indices sont ceux publiés au bulletin mensuel des statistiques de l'INSEE ou au bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes. Clause de sauvegarde : si l'application de la formule précédente conduisait à un prix révisé supérieur de 10 % au prix initial, l'ASN se réserve le droit de refuser l'application du nouveau tarif et de résilier le marché sans indemnité, si aucun accord ne peut intervenir entre les parties. Dans ce cas, un délai de trois mois de préavis sera observé par l'ASN, délai pendant lequel le fournisseur s'engage à facturer ses prestations sur le barème du dernier prix révisé.

La révision s'opère en baisse comme en hausse.

Le titulaire s'engage à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception ou par courriel aux adresses suivantes (Achats@asn.fr, celine.roques@asn.fr), et avec un mois de préavis, sa nouvelle annexe financière faisant figurer les prix révisés conformément à la formule de révision.

Les nouveaux tarifs révisés des prestations s'appliquent notamment à tous les bons de commande émis après la date de révision des prix.

L'ASN attire l'attention du titulaire quant à l'obligation de mettre en œuvre la formule de révision des prix citée ci-dessus à chaque date anniversaire du marché. Si cette révision n'est pas effectuée et transmise selon les modalités citées ci-dessus, les factures émises seront rejetées.

11 Modalités d'exécution des prestations relevant de l'accord-cadre à bons de commande

Les prestations ainsi que détaillées dans la proposition technique et financière du titulaire et relatives à chaque prestation relevant de l'accord-cadre à bon de commande du marché font l'objet de bons de commande, notifiés au titulaire par l'ASN au fur et à mesure des besoins et qui déclenchent les prestations précisées. Le délai d'exécution de la prestation concernée est décompté à partir de la notification de chaque bon de commande.

Chaque bon de commande, daté et numéroté, précisera notamment :

- le nom et la raison sociale du titulaire ;
- la référence au numéro du marché ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le prix unitaire ;
- le prix total (€ H.T et T.T.C) ;
- les délais d'exécution, conformément aux dispositions du CCTP ;
- le montant estimatif de la commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de la personne publique responsable du marché pourront être honorés par le titulaire. Les bons de commande seront adressés au titulaire. Ils peuvent être émis pendant la durée de validité du marché pour des prestations à exécuter dans un délai qui ne saurait en tout état de cause excéder la date limite de validité du marché. Une prolongation du délai d'exécution pourra être accordée par la personne publique responsable du marché, pour permettre au titulaire de conduire jusqu'à son terme l'affaire dont il est chargé.

12 Délai de paiement et intérêts moratoires

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le délai de paiement maximal est de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, ou après admission définitive des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par la personne publique.

Le dépassement du délai de trente (30) jours, ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou les sous-traitants le bénéfice d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, à compter du jour suivant l'expiration dudit délai.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixé à l'article 9 du décret est de 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas d'erreur ou d'omission, le délai global de paiement peut être suspendu une fois par l'ordonnateur avant l'ordonnancement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire, par courrier recommandé avec avis de réception, précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est soit de 30 jours, soit égal au solde restant à courir à la date de suspension si celui-ci est supérieur à 30 jours.

13 Avances

Sauf renonciation expresse du (des) titulaire(s), une avance est accordée conformément aux dispositions des articles R.2191-1 à 6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2191-7 l'avance versée au titulaire pour ce marché s'élèvera à 25 %.

En application de l'article R.2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du présent contrat atteint 65 % du montant du bon de commande.

Le point de départ du délai global de paiement de l'avance forfaitaire est la date de notification du bon de commande qui emporte commencement d'exécution de la prestation.

14 Factures

Les factures sont adressées en un original portant, outre les mentions légales, les mentions suivantes :
le nom et l'adresse du titulaire ;

- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence et la date de notification du marché en vertu duquel elles sont émises ;
- le numéro de bon de commande CHORUS (outil comptable de l'État) ;
- la nature de la prestation ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC ;
- la date de la facture.

Les pénalités, réfections et remboursement dus par le titulaire sont déduits des factures mensuelles.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions de l'arrêté du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

➤ Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

-par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

-en utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

➤ Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;

- saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

et

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

Conformément aux dispositions du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique

s'impose aux fournisseurs, en fonction de la catégorie de leur entreprise, à depuis le 1er janvier 2017 pour les grandes entreprises et les personnes publiques et s'imposera à compter du 1er janvier 2020 pour les micro-entreprises.

Le comptable assignataire des paiements est le service du contrôle budgétaire et comptable ministériel du ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (SCBCM – MTES) – SCBCM – DCM - Grande Arche de la Défense - Paroi Sud -92055 LA DÉFENSE CEDEX)

15 Prestations complémentaires et similaires

15.1 Marché complémentaire de services

La personne publique se réserve le droit de recourir, dès lors que les circonstances l'exigent, à un marché complémentaire de services tel que défini à l'article R.2122-4 du code de la commande publique

15.2 Marché ultérieur de prestations similaires

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra recourir à la procédure négociée sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, tel que prévu par l'article R.2122-7 du code de la commande publique sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard trois (3) ans à compter de la date de notification du présent marché.

16 Retenue de garantie

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

17 Assurances

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS

18 Sous-traitance

La sous-traitance totale du marché public est interdite.

Toute sous-traitance d'une partie des prestations du marché public doit obligatoirement faire l'objet d'une acceptation préalable de la part de l'ASN.

Les modalités de sous-traitance sont déterminées à l'article L.2193-1 à L.2193-3 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

19 Application de l'article D8222-5 du Code du travail

Le titulaire s'engage à remettre à l'ASN tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, les documents listés ci-après.

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociales (attestation dite de vigilance), prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois ;
- Lorsque son immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il relève d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du

commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

20 Réexamen

20.1 Défaillance d'un membre du groupement

En cas de groupement, si celui-ci apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, le groupement peut demander son remplacement, en son sein, par un nouvel opérateur économique.

Ce remplacement est conditionné par son acceptation formelle de la part de l'acheteur. Le nouveau membre du groupement doit apporter les mêmes garanties techniques que le membre défaillant, il doit s'engager à assumer toutes les obligations du membre défaillant, et ce sans modification du prix pour l'acheteur. Si le membre défaillant est le mandataire du groupement, ce dernier désigne, en son sein un nouveau mandataire. Cette désignation doit être acceptée formellement par l'acheteur.

20.2 Cession

Le présent marché public ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de l'ASN.

Cette cession doit être justifiée. Elle ne doit pas entraîner de modifications substantielles du marché. Elle ne doit pas en modifier le prix. Elle ne doit pas modifier les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

21 Résiliation

21.1 Résiliation pour faute

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1 à R.2142-14 et R.2143-1 à R.2143-4 du code de la commande publique ou du refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché public sera résilié aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les conditions de l'article 42 du CCAG-FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les autres obligations du présent marché public, l'ASN serait en droit de résilier le marché public aux torts du titulaire, dans les conditions de l'article 42 du CCAG-FCS et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions de l'article 46 du CCAG-FCS.

Dans les cas où la décision de résiliation ne peut être intervenir qu'après qu'une mise en demeure notifiée au titulaire soit restée infructueuse conformément à l'article 42.2 du CCAG-FCS, celle-ci est adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal et son délai d'exécution est fixé à 10 jours.

Le marché public résilié est liquidé dans les conditions de l'article 44 du CCAG-FCS.

21.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans le cas où l'ASN souhaiterait mettre fin au marché public pour motif d'intérêt général, celui-ci sera résilié par lettre recommandée avec accusé de réception postal.

La notification de la décision de résiliation du marché public emporte résiliation des bons de commande en cours d'exécution sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

La partie passée sous la forme d'un accord-cadre étant passée sans montant minimum, le titulaire ne peut bénéficier d'une indemnité que pour les prestations de la partie marché ordinaire du marché.

22 Changement de situation au regard des interdictions de soumissionner

En application de l'article L.2195-4 du code de la commande publique, le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, il informe sans délai l'ASN de ce changement de situation. L'ASN peut alors résilier le marché pour ce motif.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'ASN.
La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

23 Manquement constaté la CJUE

En application de l'article L.2195-5 du code de la commande publique, Lorsqu'un marché n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne dans le cadre de la procédure prévue à l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, l'acheteur peut le résilier.

La résiliation prend effet à la date indiquée dans la décision de résiliation notifiée au titulaire par l'ASN.
La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

24 Interruption de versement, reversement, résiliation

En cas d'inexécution totale ou partielle de la prestation, de dépassement des délais prévus, d'interruption de la prestation, l'ASN se réserve le droit de résilier le marché après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire dispose alors d'un délai d'un mois pour présenter ses observations. A l'issue de ce délai, le pouvoir adjudicateur peut prononcer la résiliation du marché par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation pourra également intervenir dans les cas énoncés aux articles 40, 41, 42 et 43 du CCAG-FCS.

Pour chaque cas, la décision de résiliation est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Elle ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité sauf dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 43 du CCAG-FCS l'indemnité due est alors de 5 % du montant annuel hors taxe de la seconde tranche ferme forfaitaire diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Au cas où le titulaire empêcherait l'ASN de procéder aux contrôles prévus ou ne respecterait pas les délais prescrits, le versement sera interrompu sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur.

Lorsque les prestations fournies ne satisfont pas entièrement au CCTP mais sont néanmoins partiellement réceptionnées par l'ASN, une réfaction pourra être opérée sur le montant de la prestation consistant en une réduction du prix à proportion des prestations non réalisées.

25 Grèves et arrêts de travail

En cas d'arrêt de travail ou de grève de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, le titulaire est tenu de prendre préventivement les mesures indispensables au maintien des prestations.

Il est tenu d'en informer immédiatement l'ASN.

Le titulaire est seul investi du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le Code du Travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève. La grève du personnel du titulaire ne constitue en aucune circonstance, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'administration.

26 Confidentialité et mesures de sécurité

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant ses sous-traitants, cotraitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance durant l'exécution du marché.

A ce titre, il s'engage à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la protection des informations et documents recueillis au cours du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de la personne responsable du marché.

L'ensemble des dispositions de l'article 5 du CCAG-FCS s'appliquent également au présent marché.

27 Droits de propriété intellectuelle de la personne publique

Les parties s'engagent à respecter l'ensemble des droits de propriété intellectuelle de la personne publique et des tiers notamment sur les documents et logiciels auxquels le titulaire et son personnel pourraient avoir accès ou utiliser dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de leurs réalisations et sans réserve de propriété, la propriété pleine et entière de tous les droits patrimoniaux attachés aux créations issues de la réalisation des prestations issues de la tranche à bons de commande notamment les éventuels développements spécifiques ou particuliers réalisés dans le cadre du présent marché, programmes sources et objets, ainsi que la documentation associée.

Le titulaire cède ses droits à titre exclusif pour la durée légale de protection des droits, telle qu'elle est prévue par la loi.

Aux termes de cette cession, le titulaire ne dispose plus d'aucun droit sur les éléments cédés, visés ci-dessus.

Le prix forfaitaire de la présente cession est compris dans le prix des prestations du marché.

28 Statut du personnel du titulaire

Le titulaire s'engage à affecter, pour la réalisation des prestations, un personnel dédié :

- répondant aux besoins d'assistance et d'accompagnement des équipes du pouvoir adjudicateur notamment en termes de compétence, de disponibilité et de confidentialité ;
- ayant une connaissance approfondie des tâches relevant des prestations objet du présent marché et disposant d'expériences récentes et similaires réalisées pour le compte d'autres personnes morales publiques ou privées ;
- ayant des compétences métiers adaptées.

Le titulaire désigne un interlocuteur privilégié habilité à le représenter pour toutes les questions touchant à l'exécution des prestations et au suivi de l'exécution dudit marché.

29 Force majeure

Les parties ne seront pas responsables des manquements, retards ou défauts d'exécution résultants directement ou indirectement de tout événement indépendant de leur volonté ou échappant à leur contrôle.

La partie invoquant la force majeure doit en informer l'autre partie par notification écrite dans les plus brefs délais. Les obligations résultant du présent marché ne doivent pas pour autant être abandonnées par la partie concernée sans qu'elle ait utilisé toutes les ressources en son pouvoir pour en éviter, éliminer voire compenser les effets. En cas de force majeure, les délais d'exécution seront prolongés, de plein droit, de la durée de l'événement.

30 Avenants

Dans le cours de son exécution, le marché peut être modifié, à la demande de l'une ou l'autre des parties, par voie d'avenant.

31 Prise en compte par le Titulaire des préoccupations environnementales

Le Titulaire s'efforce, dans le cadre de l'exécution du marché, de prendre en compte les préoccupations environnementales et met en œuvre, lors de l'exécution de ses obligations, tout moyen dont il dispose qui soit de nature à limiter l'impact de son action sur l'environnement.

En particulier, le Titulaire veille à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique à l'ASN, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- il imprime en recto-verso et noir et blanc tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, sauf clause contraire ou demande contraire de l'ASN et à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable.

32 Nantissement

Le marché pourra être mis en nantissement conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique

33 Juridiction compétente

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de ce marché qui ne pourra être réglée à l'amiable entre les parties, conformément à la procédure définie par les articles R 2197-1 à R 2197-25 du code de la commande publique, sera de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

34 Dérogations au CCAG

En application des articles R 2112-1 à R 2112-3 du code de la commande publique, et par dérogation aux articles 1 et 48 du CCAG-FCS les articles et dispositions auxquelles déroge le présent CCAP sont uniquement mentionnées dans les articles concernés.

Les dispositions du présent CCAP prévalent sur toutes les autres dispositions du CCAG/FCS qui lui seraient contraires.